



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1987/61
5 août 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-troisième session

ETUDE DES SITUATIONS QUI SEMBLER REVELER L'EXISTENCE D'UN ENSEMBLE
DE VIOLATIONS FLAGRANTES ET SYSTEMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME,
CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION
ET AUX RESOLUTIONS 1235 (XLII) ET 1503 (XLVIII)
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport présenté par le Représentant spécial de la
Commission des droits de l'homme conformément à
la décision confidentielle touchant Haïti

Le rapport ci-joint, établi par M. Michel Gauvin, nommé représentant spécial de la Commission des droits de l'homme conformément à une décision confidentielle adoptée par la Commission à sa 56ème séance (privée), le 13 mars 1986, et initialement publié sous la cote E/CN.4/1987/R.2, est rendu public en application de la décision 1987/140 du Conseil économique et social.



Conseil Economique et Social

CONFIDENTIEL

Distr.
RESTREINTE */

E/CN.4/1987/R.2
22 décembre 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-troisième session

ETUDE DES SITUATIONS QUI SEMBLER REVELER L'EXISTENCE D'UN ENSEMBLE
DE VIOLATIONS FLAGRANTES ET SYSTEMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME,
CONFORMEMENT A LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION
ET AUX RESOLUTIONS 1235 (XLII) ET 1503 (XLVIII)
DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport présenté par le représentant spécial de la
Commission des droits de l'homme conformément à la décision
confidentielle touchant Haïti

Le présent document contient le texte d'un rapport soumis à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-troisième session par M. Michel Gauvin, nommé représentant spécial de la Commission des droits de l'homme conformément à une décision confidentielle concernant la situation des droits de l'homme en Haïti que la Commission a adoptée à sa 53ème séance (privée), le 13 mars 1986.

*/ Chacun est prié de respecter strictement le caractère confidentiel du présent document.

GE.86-16893/0173m

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	3
Chapitre I : Activités entreprises dans le cadre du mandat de la Commission	8
Chapitre II : Droits économiques, sociaux et culturels	10
Chapitre III: Droits civils et politiques	16
Chapitre IV : Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	31
CONCLUSIONS	33

INTRODUCTION

1. De 1981 à 1986, la Commission des droits de l'homme a examiné la documentation concernant la situation des droits de l'homme en Haïti dans le cadre de la procédure établie en vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, ainsi que la documentation et les observations reçues du gouvernement. En bref, les communications examinées par la Commission des droits de l'homme ces dernières années et à sa dernière session, en 1986, dénonçaient la suspension et la suppression arbitraires des droits civils élémentaires des citoyens haïtiens, notamment des libertés d'expression, d'opinion, de presse et de réunion et des libertés syndicales. Elles faisaient état de cas fréquents d'arrestation sans inculpation, de détention sans procès et du non-respect des garanties d'un procès régulier et équitable. Elles indiquaient que les avocats haïtiens craignaient de représenter leurs clients et faisaient l'objet d'intimidations dans les cas de procès politique. Des magistrats à la solde du président Duvalier, privés de l'indépendance nécessaire pour rendre des jugements contre les violations des droits de l'homme, auraient eu la mainmise sur les tribunaux et l'administration de la justice.
2. Les agents de la sécurité ou miliciens, les "volontaires de la sécurité nationale", connus sous le nom de Tontons Macoutes se seraient livrés en masse à la corruption, à la violence et aux harcèlements, y compris à des arrestations illégales, à des détentions dans des endroits clandestins, à des interrogatoires sous la torture et à des massacres. Ils auraient aussi pratiqué l'extorsion et des rafles lors de réunions publiques. Plusieurs communications faisaient aussi état d'emprisonnement sans inculpation de personnes militant pour les droits de l'homme, d'opposants politiques, de journalistes indépendants, de personnalités de la radio, de dirigeants syndicaux et de prêtres.
3. Les auteurs de pratiquement toutes les communications signalaient que les conditions de vie en prison étaient très dures, le régime alimentaire et les conditions d'hygiène extrêmement médiocres, les soins médicaux insuffisants et en plus que les détenus étaient soumis à la torture. Plusieurs d'entre eux seraient morts des suites de ce traitement. Il était aussi fait état dans les communications du déni systématique des droits politiques du peuple haïtien, notamment du déni de la liberté des campagnes électorales, et les auteurs se plaignaient que les élections législatives n'avaient rien de démocratique et étaient entachées de fraude.
4. Il était allégué en outre que les Haïtiens vivaient dans une misère extrême, que 80 % d'entre eux seraient analphabètes; d'où un exode massif.
5. De 1981 à 1986, la Commission des droits de l'homme s'est efforcée de poursuivre le dialogue avec les représentants du Gouvernement haïtien, dans l'espoir d'encourager une amélioration de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le pays. La Commission a adopté plusieurs décisions à cet effet et a aussi décidé de désigner une personne qui la représenterait, pour nouer directement des contacts sur le terrain avec le Gouvernement haïtien. Conformément à ces décisions, la Commission a été saisie de rapports sur les contacts qui s'étaient établis, en 1982, 1983 et 1984 1/.

6. A la demande de la Commission, le Secrétaire général a aussi examiné les moyens de mettre à la disposition du Gouvernement haïtien des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Dans le cadre de ce processus, des experts nommés par le Secrétaire général se sont rendus en Haïti pour s'entretenir avec de hauts fonctionnaires haïtiens et la Commission a été saisie de rapports traitant des services consultatifs et de l'assistance technique offerts au Gouvernement haïtien. Dans le cadre des contacts qui se sont noués à propos des services consultatifs et de l'assistance technique, l'accent a été mis plus spécialement sur la création et l'organisation d'un centre de documentation (ou bibliothèque) à l'intention de la Commission nationale des droits de l'homme d'Haïti, l'octroi de bourses aux Haïtiens travaillant dans le domaine des droits de l'homme et l'organisation et la promotion en Haïti de séminaires concernant des questions de droits de l'homme.

7. A sa quarante-deuxième session, la Commission des droits de l'homme a été informée qu'il était envisagé d'organiser un stage de formation nationale à l'intention tout particulièrement des fonctionnaires liés directement à la protection des droits de l'homme, c'est-à-dire des fonctionnaires ayant des responsabilités dans le domaine de l'éducation, de l'administration de la justice, de la police ou des services pénitentiaires. Les éléments d'un projet de programme pour un stage de formation de ce genre ont été communiqués au gouvernement et transmis à la Commission 2/.

8. A la lumière de son examen de la situation des droits de l'homme qui régnait alors en Haïti, la Commission des droits de l'homme a adopté, à sa quarante-deuxième session, le 13 mars 1986, dans le cadre de la procédure prévue par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, une décision confidentielle par laquelle elle priait son président de désigner un représentant spécial qui aurait pour mandat :

a) de recueillir toute information concernant la situation des droits de l'homme en Haïti, ainsi que d'évaluer l'évolution de la situation en matière de libertés et droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels, y compris l'organisation d'élections libres;

b) d'étudier, avec le Gouvernement haïtien, toute assistance qui pourrait être fournie dans le cadre des services consultatifs des droits de l'homme;

c) de faire rapport à la Commission à la quarante-troisième session.

La Commission a adopté cette décision après avoir examiné la documentation disponible sur la situation des droits de l'homme en Haïti et après avoir pris note du changement de gouvernement survenu dans le pays le 5 février 1986.

9. Ayant entendu une déclaration du représentant du Gouvernement haïtien évoquant l'intention du nouveau gouvernement de restaurer les droits et libertés fondamentales de l'homme en Haïti, y compris l'organisation d'élections libres, la Commission s'est dite encouragée par ces propos et a exprimé le souhait de suivre l'évolution de la situation des droits de l'homme dans le pays. Elle estimait qu'il serait utile que le nouveau Gouvernement

haïtien lui communique, avant sa quarante-troisième session, des renseignements complémentaires sur la mise en oeuvre des mesures destinées à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et sur les aspects de la situation des droits de l'homme dans le pays qui pouvaient encore appeler de plus amples éclaircissements.

10. En conséquence, la Commission a décidé de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme en Haïti dans le cadre de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social à la lumière de toutes autres observations qu'elle recevrait du Gouvernement haïtien conformément à cette décision et de toutes autres informations qui pourraient parvenir à la Commission en application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil.

11. Au cours des délibérations de la Commission, les objectifs essentiels de la Commission ont été précisés. L'idée, pensait-on, était "de tendre la main à un pays qui vivait des moments d'espoirs partagés par la communauté internationale." 3/ On souhaitait aider le gouvernement "à poursuivre le processus de transformation qu'il avait engagé, dans l'intérêt de la communauté internationale et surtout du peuple haïtien." 4/ On soulignait que la désignation d'un représentant spécial n'entraverait pas le processus de rétablissement de la démocratie déjà en cours en Haïti, conformément aux aspirations profondes du peuple haïtien.

12. Pendant l'examen de la situation des droits de l'homme en Haïti par la Commission, le représentant du Gouvernement haïtien l'a informée qu'à la suite du changement de gouvernement qui s'était produit dans ce pays le 5 février 1986, "le Conseil national de gouvernement avait, d'ores et déjà, pris des dispositions garantissant le respect des droits politiques, économiques et sociaux en Haïti. Les prisonniers politiques avaient été libérés, la liberté de la presse avait été garantie, le corps des volontaires de sécurité avait été dissous et le pouvoir serait transmis sous peu à un gouvernement issu d'élections démocratiques. Des mesures énergiques étaient déjà en cours d'application pour garantir l'exercice des droits politiques, le respect de la dignité de la personne humaine et la liberté d'expression, mais le succès dépendait tout à la fois du peuple haïtien et de l'appui et de l'aide que la communauté internationale pourrait apporter. Il s'agissait en effet d'élever le niveau de vie de la population haïtienne, de reconstituer les finances du pays et d'améliorer les services d'éducation et de santé ainsi que le logement, toutes mesures essentielles pour que le pays reparte d'un bon pied." 5/

13. Des membres de la Commission ont "accueilli avec satisfaction les déclarations du représentant du Gouvernement haïtien et exprimé l'espoir que le nouveau gouvernement continuerait sur la voie dans laquelle il s'était engagé". 6/ Il a été noté que "l'écroulement de la dictature avait inspiré beaucoup d'espoirs, mais qu'il faudrait aussi maintenant beaucoup de réformes". 7/ Il a été noté par ailleurs que s'il y avait eu un "changement de fait", "il n'y avait pas encore eu d'élections libres dans le pays et, même si le Conseil de gouvernement avait une attitude démocratique, il ne s'agissait pas d'un processus constitutionnel à proprement parler". 8/ \

14. Plusieurs représentants estimaient que "les tâches les plus importantes revenaient au gouvernement, qui devait créer certaines conditions préalables, et en premier lieu élaborer une nouvelle Constitution. Il lui faudrait faciliter la création de partis politiques, permettre aux exilés qui le souhaitaient de retourner dans leur pays, prendre toutes les mesures voulues pour abolir la torture, mettre en place un système judiciaire indépendant, réorganiser les forces de polices, réviser le Code pénal et libérer tous les détenus politiques". Par conséquent, le problème était "d'aider le gouvernement à renforcer les bases de son indépendance et à s'engager résolument sur la voie d'une démocratie pluraliste, conformément aux aspirations profondes du peuple". 9/

15. Des suggestions précises ont été faites au gouvernement. Ainsi, notant que le nouveau gouvernement s'était montré désireux de donner la priorité au respect des droits de l'homme, il a été fait observer que "le gouvernement devait continuer dans cette voie et prendre les mesures voulues pour rétablir l'interdiction constitutionnelle de la torture, mettre en place un pouvoir judiciaire véritablement indépendant, engager des poursuites contre les responsables des violations graves des droits de l'homme et élaborer des directives claires et contraignantes à l'intention des forces de sécurité. Enfin, si le gouvernement décidait de fermer la prison des casernes Dessalines, il donnerait la preuve de sa volonté de changer profondément les choses en Haïti". 10/

16. Il a été souligné qu'il fallait "avoir la garantie que la démocratie était pleinement exercée et que le gouvernement agissait dans le sens voulu par le peuple. L'expérience montrait que les nouveaux gouvernements avaient souvent besoin d'une assistance, et du reste les représentants du Conseil de gouvernement d'Haïti l'avaient eux-mêmes demandée." 11/

17. La question a été posée de savoir "si le nouveau gouvernement s'était fixé une échéance pour rétablir la démocratie. Il serait bon aussi de connaître les mesures prises pour faire en sorte que les forces de sécurité agissent dans le respect du droit, en particulier depuis que le couvre-feu avait été décrété. Enfin, il serait intéressant de connaître les mesures prises par le gouvernement pour renforcer l'indépendance et l'efficacité du pouvoir judiciaire." 12/

18. Il a été noté que "sous le régime précédent il y avait eu dans ce pays des violations graves des droits de l'homme et que des restrictions sévères avaient frappé les libertés. Les détenus, en particulier, avaient souvent à souffrir de mauvais traitements. Evidemment, le gouvernement actuel n'était pas responsable de cela, mais il fallait lui demander d'agir rapidement pour redresser la situation." 13/

19. Plusieurs représentants estimaient que la nouvelle administration devait "résoudre le problème grave des réfugiés politiques qui désiraient retourner en Haïti pour participer à la vie de leur pays." 14/ A cet égard, l'idée a été exprimée qu'"il importait que le représentant spécial fût en quelque sorte le garant du retour de ces réfugiés, afin que la réadaptation de ces derniers à la vie politique et économique qu'ils avaient dû abandonner fût facilitée." 15/

20. Il était aussi justifié de se préoccuper de "la situation des droits économiques et sociaux en Haïti." 16/

21. S'agissant de la question des services consultatifs accordés au Gouvernement haïtien, le représentant du gouvernement a informé la Commission de ce qui suit : "Lors de sa récente victoire, le peuple haïtien avait manifesté sa maturité et son désir d'instaurer une société juste dans le respect des droits de l'homme et dans la préservation de l'identité nationale face aux vicissitudes. Le peuple haïtien était désormais maître de son destin dans une société démocratique et il continuerait à lutter avec courage et détermination, tout en comptant sur toute l'assistance que la communauté internationale pourrait lui fournir. Il souhaitait à cet égard que des négociations fussent entreprises avec le Secrétaire général de l'ONU pour que les fonctionnaires haïtiens qui avaient à connaître des questions relatives aux droits de l'homme bénéficient de stages de formation et puissent examiner de façon constructive les initiatives prises par la Commission." 17/ Il a ensuite ajouté que "pour la tâche qu'il avait l'intention d'accomplir, le Gouvernement haïtien s'attendait à ce que lui soient fournis des services consultatifs...". 18/

Chapitre premier

Activités entreprises dans le cadre du mandat de la Commission

22. Par une note datée du 15 mai 1986, le texte de la décision confidentielle prise par la Commission a été officiellement communiqué au Gouvernement haïtien qui a été invité à coopérer à l'application de la décision de la Commission.

23. Le 12 août 1986, le Président de la Commission des droits de l'homme a nommé l'Ambassadeur du Canada, M. Michel Gauvin, représentant spécial de la Commission chargé d'appliquer le mandat énoncé dans la décision confidentielle touchant Haïti, adoptée par la Commission le 13 mars 1986. Par une lettre datée du 15 août 1986, le Centre pour les droits de l'homme a informé le Gouvernement haïtien de la désignation de M. Gauvin comme représentant spécial de la Commission en indiquant au gouvernement que M. Gauvin se rendrait à Genève le 16 septembre 1986, conformément à son mandat, et pour préparer une visite qu'il espérait faire en Haïti. La mission permanente de Haïti auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a été aussi informée par la même communication qu'il pourrait être utile à M. Gauvin de rencontrer des membres de la mission au cours de son séjour à Genève du 16 au 18 septembre 1986.

24. Le 17 septembre 1986, M. Gauvin a rencontré le représentant permanent adjoint d'Haïti auprès de l'Office des Nations Unies à Genève pour parler de l'application du mandat que la Commission lui avait confié. Lors de cette réunion, M. Gauvin a exprimé le désir de coopérer étroitement avec le Gouvernement haïtien en vue d'aider ce gouvernement à améliorer comme il le souhaite la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Haïti. Il a insisté sur son désir d'aider autant que faire se peut le Gouvernement et le peuple haïtiens dans la voie qu'ils avaient choisie, à savoir restaurer la démocratie et la garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous les Haïtiens.

25. Le représentant spécial étant tenu par son mandat de recueillir des renseignements concernant la situation des droits de l'homme en Haïti et d'évaluer l'évolution de la situation, les institutions spécialisées intéressées au sein du système des Nations Unies ont été priées de lui fournir tous les renseignements qui pourraient lui être utiles. Une requête analogue a été adressée à l'Organisation des Etats américains (OEA). Des contacts ont été aussi noués avec les départements et bureaux compétents de l'Organisation des Nations Unies, associés au programme d'assistance internationale lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Des réponses ont été reçues du BIT, de l'UNESCO, de l'OMS, de la FAO, de l'OEA et du PNUD.

26. Tout en restant tenu à la discrétion, le représentant spécial a aussi pris connaissance d'informations qui se trouvaient en la possession d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

27. Après des entretiens préalables avec le Gouvernement haïtien et avec son accord, le représentant spécial a visité Haïti du 1er au 15 décembre 1986. Il était accompagné d'un haut fonctionnaire du Centre pour les droits de l'homme. Au cours de sa visite, le représentant spécial a eu des contacts avec le chef de l'Etat, des membres du Conseil national de gouvernement, des hauts fonctionnaires, des représentants du pouvoir judiciaire, des syndicats, des églises, des organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme, des dirigeants de partis politiques et d'autres personnalités éminentes d'Haïti. Le représentant spécial se félicite de la coopération qui lui a été accordée tout au long de son séjour.

Chapitre II

Droits économiques, sociaux et culturels

28. A la quarante-deuxième session, les membres de la Commission ont manifesté leur intérêt pour la promotion des droits économiques, sociaux et culturels en Haïti, d'où le bref aperçu ci-après de la situation économique et sociale actuelle en Haïti et la description, ensuite, des efforts déployés dernièrement pour susciter un courant d'aide internationale à ce pays.

29. Cet aperçu repose sur un rapport sur l'assistance à Haïti que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarantième session. Ce rapport avait été soumis conformément à la résolution 39/196 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1984, dans laquelle l'Assemblée priait le Secrétaire général d'envoyer une mission en Haïti en vue d'évaluer les besoins prioritaires du pays et de formuler un programme d'assistance à ce pays */.

30. La République d'Haïti occupe la partie occidentale de l'île antillaise d'Hispaniola (la République dominicaine en occupe les deux tiers restants) et de quelques petites îles situées au large. C'est la plus petite des républiques américaines et celle où la population est la plus dense. La superficie totale des terres est de 27 250 kilomètres carrés, dont la moitié seulement peut être cultivée : l'autre moitié est constituée de montagnes escarpées qui ne conviennent qu'à une couverture forestière. Les précipitations sont irrégulières et le pays qui connaît périodiquement une grave sécheresse est parfois atteint par les cyclones. Le déboisement et l'érosion des sols sont devenus des problèmes graves, réduisant encore la superficie des terres arables.

31. La population actuelle est estimée à 5,3 millions d'habitants, dont environ 75 % résident dans les zones rurales. Bien que le taux estimatif d'accroissement de la population, de l'ordre de 1,4 à 1,5 %, soit relativement faible, il dépasse encore le taux d'augmentation de la production agricole. Par suite de la pression démographique qui s'exerce sur les terres disponibles et de l'absence générale de possibilité d'emploi dans d'autres secteurs, l'émigration nette est élevée, atteignant ces dernières années environ 25 000 personnes par an en moyenne.

32. Haïti est le seul pays de l'hémisphère occidental qui soit classé par l'Organisation des Nations Unies dans la catégorie des pays les moins avancés. En 1983, le PIB par habitant était estimé à 320 dollars, ce qui, compte tenu de la répartition inégale des revenus, signifie que la majorité de la population vit dans une extrême pauvreté.

Droits à l'alimentation et à la santé

33. La malnutrition en Haïti est importante et largement répandue, tout particulièrement, mais pas seulement dans les zones rurales. Haïti paraît être aussi le pays le plus défavorisé du continent américain sur le plan sanitaire. Le taux de mortalité infantile est élevé - 120 pour 1 000 -

*/ A/40/432.

en raison essentiellement de la malnutrition et d'un niveau d'hygiène peu élevé. L'espérance de vie n'y est que de 53 ans. La consommation de protéines et de calories par habitant étant la plus faible de la région, le taux des maladies de carence est particulièrement élevé. Une enquête nationale sur la nutrition menée en 1978 a indiqué que 77 % des enfants de 0 à 5 ans souffraient de malnutrition, dont 30 % à un degré modéré à grave. L'enquête a en outre révélé que 30 % des enfants d'âge préscolaire et 38 % des femmes étaient anémiques. Des rapports épidémiologiques nationaux indiquent que 45 % des décès enregistrés sont dus à des maladies infectieuses, dont une grande partie auraient pu être évitées par l'immunisation. On estime que les maladies diarrhéiques provoquent à elles seules la mort de 25 000 enfants et nourrissons chaque année.

34. Les conditions économiques, sociales et écologiques sont autant de facteurs qui contribuent à cette piètre situation sanitaire. Le manque d'eau potable et de services d'assainissement joue un rôle critique. Au début de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, moins de la moitié de la population urbaine avait accès à de l'eau potable et moins de 40 % disposait d'un quelconque système d'assainissement. La situation de la population rurale à cet égard, notamment de la majorité qui vit dans les campagnes, était bien pire encore.

35. Les lacunes de l'infrastructure médicale et du système de santé publique constituent elles aussi un facteur important.

Droit à l'éducation

36. Les taux d'analphabétisme enregistrés en Haïti - 77 % pour l'ensemble du pays, 90 % dans les zones rurales - sont parmi les plus élevés du monde. L'absence de population d'un niveau d'alphabétisation fonctionnelle constitue l'un des principaux obstacles sur la voie du développement économique. C'est pourquoi le gouvernement accorde un rang de priorité élevé à l'enseignement et à la formation dans sa politique de développement. On estime qu'à l'heure actuelle, environ 55 % de la population d'âge scolaire est inscrite dans l'enseignement primaire et 7 % dans l'enseignement secondaire. L'Université d'Haïti, créée en 1944, est fréquentée par moins de 1 % de la population du groupe d'âges applicable.

37. Le manque de locaux adéquats est un problème majeur. La pénurie aiguë d'enseignants qualifiés et leur répartition posent un problème tout aussi grave. Il faut d'urgence améliorer les programmes de formation et de recyclage et mettre au point des formules propres à attirer et à retenir les enseignants dans les zones rurales. Etant donné l'état nutritionnel de la population en général et les trajets que les élèves des zones rurales doivent effectuer pour aller à l'école, des programmes d'alimentation scolaire sont indispensables. Il faut aussi améliorer l'infrastructure pour rendre les écoles plus accessibles dans les régions rurales. Ni l'enseignement ni les livres ne sont gratuits en Haïti et le coût de la scolarité représente, pour une grande partie de la population rurale, une charge lourde, voire impossible à supporter.

Droit au travail

38. L'effectif de la main-d'oeuvre nationale (définie en Haïti comme formée par la population active âgée de 10 ans ou plus) est estimé à 2,4 millions de personnes environ. Les grandes tendances font apparaître une diminution de la population active rurale en grandeur absolue, compensée par un accroissement de la main-d'oeuvre urbaine, principalement dans le secteur des services. Le taux de chômage estimatif officiel est de 11,5 %; néanmoins ce chiffre masque l'importance du chômage et du sous-emploi en milieu rural. On estime qu'on pourrait maintenir le volume actuel de la production agricole avec seulement 25 % des effectifs actuellement recensés dans la catégorie des travailleurs agricoles pourvus d'un emploi.

Administration publique

39. Le rapport susmentionné du Secrétaire général à la quarantième session de l'Assemblée générale indiquait que malgré les réels progrès de ces dernières années, les insuffisances de l'administration publique menaçaient sérieusement la réalisation des objectifs que le gouvernement s'était fixés dans un programme intégré de développement économique et social national. Ces insuffisances apparaissaient à tous les niveaux et sous de multiples formes. En témoignait principalement l'absence d'un cadre institutionnel adéquat, c'est-à-dire de rouages, de procédures, règles, règlements, techniques et méthodes administratifs qui régiraient notamment l'organisation de la fonction publique, mais également la conception, la planification, l'exécution et l'évaluation des politiques; à cela s'ajoutait l'irrégularité du versement des traitements et salaires. Pour le moment, le gouvernement ne disposait donc ni de ressources humaines ni des moyens institutionnels qui lui permettraient d'assurer un effort soutenu et concerté de développement national et de mener des activités complexes sur une large échelle.

40. Le problème de la réforme administrative a été examiné à la septième réunion de la Commission mixte pour la mise au point de programmes de coopération extérieure en Haïti, qui a eu lieu du 27 au 29 mai 1981 à Washington. Un plan d'action quinquennal détaillé (1981-1985) a été dressé et les textes des lois nécessaires à la mise en place des réformes ont été élaborés.

Derniers efforts en date visant à susciter un courant d'aide internationale

41. En mai 1986, le Secrétaire général a reçu un appel pressant du Conseil national de gouvernement d'Haïti, désireux de recevoir une assistance internationale permettant au pays de surmonter une situation critique, extrêmement difficile au moment où il s'efforce de jeter les bases d'une croissance économique et d'une vie politique stable.

42. Le 14 mai 1986, le Secrétaire général, en accord avec le Gouvernement haïtien, a chargé M. Orlando Olcese d'être son représentant spécial à Port-au-Prince en même temps que représentant résident du PNUD. M. Olcese est arrivé à Port-au-Prince le 24 mai 1986.

43. Le Secrétaire général a visité Haïti les 24 et 25 juin 1986 et a rencontré le Président du Conseil national de gouvernement ainsi que d'autres hauts fonctionnaires.

44. Au lendemain de la visite du Secrétaire général, son représentant spécial a mis sur pied un groupe de travail composé de représentants d'organes des Nations Unies (BIT, CNUCED, CEPALC, UNDRO, PNUD, Département de la coopération technique pour le développement) pour aider le Ministère de la planification à établir un programme d'action d'urgence qui répondrait tant aux besoins immédiats qu'aux objectifs de développement à plus long terme.

45. A la suite de cet exercice, le 25 juillet 1986, un programme préliminaire d'urgence a été élaboré, puis examiné à Washington avec la Banque mondiale, l'Agency for International Development des Etats-Unis et la Banque interaméricaine de développement (BID). Au cours de ces consultations, il a été convenu d'axer les efforts sur une série de mesures à court terme.

46. Après de nouvelles études et consultations, le Gouvernement haïtien a approuvé un programme intérimaire de développement le 20 octobre 1986.

Programme intérimaire de développement

47. Le programme intérimaire de développement décrit la stratégie globale, les priorités et les objectifs du Conseil national de gouvernement haïtien pour les deux prochaines années.

48. Les priorités du gouvernement sont essentiellement :

- a) Le redressement de l'économie, de façon à ce que le taux de croissance de l'économie soit supérieur au taux de croissance de la population;
- b) La réduction du chômage en maintenant les emplois existants et en créant des débouchés grâce à la promotion du développement d'activités économiques;
- c) Le développement de l'éducation de façon à lancer une vaste campagne d'alphabétisation;
- d) L'expansion de l'infrastructure sanitaire de façon à répondre aux besoins de la population, en particulier dans les zones rurales;
- e) Le renforcement de l'administration nationale de façon à améliorer la capacité de gestion dans le pays.

49. Le gouvernement a élaboré un programme d'investissement à forte intensité de main-d'oeuvre qui reflète ces priorités. Le programme se compose de 26 projets dont le financement doit être assuré par une aide extérieure de 43 millions de dollars, comme il est décrit ci-dessous :

<u>Titre</u>	<u>Coût (en milliers de dollars)</u>
<u>Agriculture</u>	
Remise en état du réseau d'irrigation, Moreau Fonfroide	1 720
Remise en état du réseau d'irrigation, Port-à-Piment	502
Remise en état du réseau d'irrigation, Bois-Neuf (Saint-Marc)	226
Remise en état du réseau d'irrigation, les Anglais	1 400
Remise en état du réseau d'irrigation, Gascogne	1 600
Remise en état du réseau d'irrigation et lutte contre les inondations	3 654
Remise en état de zones inondées, Plaine Christine	1 825
Développement rural, Sequin	214
DRI Marmelade	615

Total agriculture (neuf projets)	11 756
<u>Transport</u>	
Réaménagement de la route Cote de Fer (44 km)	1 706
Contournement de Miragoane (2,8 km)	1 700

Total transport : (deux projets)	3 406
<u>Développement urbain</u>	
Achèvement de la liaison par les transports urbains de Canapé-Vert à Pétionville	1 400
Amélioration des transports urbains dans plusieurs villages	3 175
Logements pour ménages à faible revenu, dans cinq villes	2 000
Elargissement de la route de Carrefour	8 500

Total développement urbain : (quatre projets)	15 075
<u>Education</u>	
Rééquipement des salles de classe d'écoles privées et publiques	5 855
Formation de type non scolaire des jeunes qui sont à la rue	820
Réparation d'écoles endommagées	3 898
Programme d'alphabétisation de l'Eglise catholique	1 650

Total éducation : (quatre projets)	12 223
<u>Santé</u>	
Soutien de la campagne nationale de vaccination	265

Total santé : (un projet)	265

<u>Titre</u>	<u>Coût (en milliers de dollars)</u>
<u>Eau potable</u>	
Bainet (73 000 personnes)	140
L'Anse à Gallet	95
Fonds Verrettes	91
Balladère	63
Bodaire et Fonds Tortue	178
Vallée de Jacmel	77

Total eau potable : (six projets)	644
Coût total des 26 projets	<u>43 369</u>

50. le programme d'investissement a été présenté à la communauté internationale par la Banque mondiale lors d'une réunion du Groupe consultatif tenue fin novembre 1986 à Paris. Plusieurs donateurs ont annoncé une forte augmentation de leur aide par rapport à celle qu'ils accordaient à Haïti avant le changement de gouvernement de février 1986, y compris le doublement approximatif des versements du Canada, de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de la Communauté économique européenne et de l'Association internationale de développement (AID) de la Banque mondiale.

51. Des membres du gouvernement ont souligné à l'intention du représentant spécial que la politique du gouvernement visait à rendre justice à tous les Haïtiens, c'est-à-dire à leur garantir non seulement les droits civils et politiques, mais aussi les droits économiques et sociaux. La priorité était donnée à l'enseignement et à l'agriculture : l'enseignement, à cause du taux élevé d'analphabétisme et de la nécessité de faire connaître au peuple haïtien ses devoirs aussi bien que ses droits; l'agriculture, à cause de la nécessité d'arrêter la migration de la population rurale vers les villes où elle ne peut trouver aucun débouché.

52. D'autres personnalités éminentes, n'exerçant pas de responsabilités au sein du gouvernement, ont fait part de leurs graves préoccupations devant la dégradation de la situation économique et devant les mesures, insuffisantes à leurs yeux, prises par le gouvernement pour s'attaquer au problème. Ils ont critiqué le gouvernement qui laissait entrer en franchise des marchandises qui faisaient une concurrence déloyale aux produits locaux, se plaignant en particulier que le gouvernement n'avait pas mis fin aux importations illégales de riz, qui se traduisaient par de graves difficultés pour la population et l'agriculture locales. Certains d'entre eux sont allés jusqu'à prévoir qu'à moins d'un redressement de la situation économique, on pouvait s'attendre au pire, vu le trop grand écart qui séparait les nantis des défavorisés.

Chapitre III

Droits civils et politiques

53. Il a été fait mention, dans l'introduction au présent rapport, de questions affectant les droits civils et politiques qui avaient préoccupé les membres de la Commission lors du débat à la quarante-deuxième session. Avant d'aborder les faits nouveaux survenus en matière de jouissance des droits civils et politiques, on a jugé utile de présenter brièvement l'expérience d'Haïti sur les plans constitutionnel, législatif, judiciaire et administratif.

Structure constitutionnelle

54. Lorsque ce rapport a été établi, Haïti n'avait pas de constitution et le gouvernement provisoire dirigeait le pays par décret. Au cours de son entrevue avec le chef de l'Etat, le 11 décembre, le représentant spécial a reçu un exemplaire du projet de constitution que le CNG venait de présenter, pour examen, à l'Assemblée constituante. A quelques exceptions près - notamment les décrets sur la presse et les partis politiques - les codes juridiques préexistants continuaient à s'appliquer, ainsi que les lois antérieures, dont certaines remontent au siècle dernier. La Constitution promulguée en 1983 par le gouvernement précédent avait été abolie. Vu la situation, on a cru bon de donner ici une idée de l'expérience constitutionnelle d'Haïti. Aux termes de constitutions et lois récentes, la liberté individuelle était garantie et nul ne pouvait être arrêté, détenu ou poursuivi, excepté dans les cas expressément prévus par la loi. Nul ne pouvait être gardé en détention plus de 48 heures sans être traduit devant un juge compétent pour déterminer si son arrestation était légale, à moins que la détention ne soit approuvée par le juge sur la base de témoignages présentés en bonne et due forme.

L'exécutif

55. Jusqu'en 1950, c'était le législateur qui élisait le Président; celui-ci fut par la suite choisi par les électeurs. Le Président nommait les membres du gouvernement, les préfets d'arrondissements, les membres des organes judiciaires et plusieurs autres catégories de fonctionnaires. Il approuvait et promulguait les nouvelles lois et était chargé de veiller au respect des articles de la Constitution et à l'application des lois et décrets de l'Assemblée nationale. En cas de conflit grave entre le législatif et l'exécutif, le Président avait le pouvoir de dissoudre la législature.

Le Cabinet

56. Le Président était normalement entouré de cinq secrétaires d'Etat au minimum, qui constituaient le Cabinet; s'il le jugeait nécessaire, il pouvait y ajouter d'autres membres. Les secrétaires d'Etat pouvaient défendre les projets de loi, devant l'Assemblée nationale, ou présenter les objections que formulait l'exécutif en ce qui concerne les propositions de loi de l'Assemblée.

Le législatif

57. Dans le passé, le législatif a été composé de deux chambres, puis d'une. Les Constitutions de 1950 et 1957 prévoyaient deux chambres : le Sénat et la Chambre des députés qui, lorsqu'ils siégeaient ensemble, constituaient l'Assemblée nationale. Le mandat des membres de chaque chambre était de six ans. Une assemblée regroupant des personnalités en vue de tous les départements élisait 21 sénateurs; 37 députés étaient élus par vote populaire. En 1961, le président François Duvalier a dissous ce système et créé un organe ne comportant qu'une chambre : l'Assemblée nationale.

58. Aux termes des constitutions passées, l'Assemblée nationale avait pour fonction de déclarer la guerre sur la recommandation de l'exécutif, d'approuver ou de rejeter les traités de paix et autres traités et conventions internationaux et de réviser la Constitution. Elle servait aussi de Haute Cour de justice. Ses séances étaient publiques, mais elles pouvaient se tenir en privé, si cinq membres le demandaient. En cas d'urgence, si le législatif ne siégeait pas, l'exécutif pouvait convoquer une session extraordinaire.

Le judiciaire

59. La Cour de cassation était le tribunal suprême. Elle se composait d'un président, d'un vice-président et de dix juges. Elle était d'habitude scindée en deux chambres, comptant chacune cinq juges, mais elle devait être réunie au grand complet pour les procédures d'appel et lorsque la constitutionnalité des lois et décrets était mise en cause. Les juges de la Cour de cassation devaient être âgés d'au moins 30 ans, avoir exercé le droit pendant dix ans au moins et occupé sept ans au minimum la charge de juge ou de procureur.

60. Il y avait au-dessous de la Cour de cassation quatre cours d'appel, qui se trouvaient à Port-au-Prince, aux Cayes, aux Gonaïves et à Cap-Haïtien. La cour d'appel de Port-au-Prince avait un président et cinq juges, les autres comptaient un président et quatre juges. Ces tribunaux connaissaient des causes civiles et criminelles. Pour y être nommé, il fallait avoir été soit juge d'un tribunal de première instance, pendant trois ans, soit avocat militaire, pendant dix ans au moins. Tous les appels de jugements prononcés par les tribunaux de première instance et, en matière pénale, par les juges de paix, lorsqu'il ne s'agissait pas de questions d'ordre purement correctionnel, étaient entendus par ces tribunaux.

61. Les tribunaux de première instance, au civil et au criminel, se trouvaient dans les 13 villes suivantes : Port-au-Prince, Cap-Haïtien, les Cayes, Gonaïves, Jacmel, Saint-Marc, Petit-Goâve, Port-de-Paix, Jérémie, Anse-à-Veau, Aquin, Fort-Liberté et Hinche. Ils connaissaient des affaires civiles en première instance, lorsque les sommes en cause ne dépassaient pas 5 000 gourdes, et de toutes les affaires criminelles autres que celles concernant la police. Les juges de ces tribunaux devaient avoir exercé le droit pendant deux ans au moins.

62. Il y avait aussi des juges de paix dans chacune des principales communes du pays (124 à un moment donné) et dans d'autres lieux, déterminés par la loi. Chacun de ces tribunaux comptait un juge et un nombre indéfini d'autres

fonctionnaires. Pour y être nommé, il fallait avoir un diplôme de droit et 25 ans au moins, jouir pleinement de ses droits civils et politiques et avoir fait une période de stage d'au moins un an. Ces tribunaux connaissaient de toutes les affaires mettant en cause des sommes ne dépassant pas 500 gourdes, ainsi que les affaires jugées en première instance ne représentant pas plus de 1 000 gourdes. Ils réglaient aussi les différends entre propriétaires et locataires. Leur juridiction en matière criminelle ne s'étendait qu'aux cas pour lesquels la peine infligée ne dépassait pas six mois de prison.

63. Il y avait en outre des cours des comptes pour s'occuper des contrats administratifs, des tribunaux fonciers pour les affaires liées aux droits de propriété et des tribunaux de la jeunesse, de l'armée et du travail.

64. Le Président de la République nommait tous les juges. Le mandat de ceux de la Cour de cassation et des cours d'appel était de dix ans, celui des autres de sept ans. Le système juridique du pays découle pour l'essentiel du droit romain, modifié par le Code Napoléon.

Arrangements transitoires

65. Depuis le changement de gouvernement survenu le 7 février 1986, le Conseil national de gouvernement dirige le pays à titre provisoire. Il a entre autres aboli la constitution élaborée en 1983, sous le gouvernement précédent, dissous l'Assemblée nationale, supprimé les Volontaires de la sécurité nationale (tontons-macoutes), libéré les prisonniers politiques, rétabli la liberté de la presse et des autres médias, autorisé la réouverture de deux stations radiophoniques qui avaient leur franc-parler, et promis l'organisation d'élections démocratiques.

66. L'une des priorités du CNG est de restaurer l'ordre public en mettant fin à la violence. Les incidents de violence et de pillage qui se sont produits immédiatement après le départ du Président Duvalier étaient avant tout dirigés contre le siège des VSN et contre d'autres bâtiments publics. D'après des chiffres officiels, 200 personnes auraient trouvé la mort, parmi lesquelles des civils, des membres des VSN et des gens liés au gouvernement précédent.

67. Le 25 février, le Général Namphy, Président du CNG provisoire, a déclaré que le Conseil avait pour programme politique de maintenir l'ordre public, d'assurer le respect des droits civils et des droits de l'homme, de sauvegarder l'intégrité territoriale, d'assurer la justice à tous dans toutes leurs entreprises, d'établir un ordre social libéral, démocratique et juste, de maintenir et de consolider les relations diplomatiques avec les pays amis, de réformer les structures de l'administration publique, de soutenir la création de syndicats et d'associations de travailleurs, de revitaliser les institutions par le biais de décrets sur la liberté de la presse et des partis politiques, de rédiger une nouvelle constitution et d'organiser des élections au niveau rural, ainsi que des élections municipales, législatives et présidentielles.

68. Le 27 février 1986, le CNG a annoncé qu'il projetait de créer un organe consultatif composé de notables représentant les 9 départements d'Haïti. Cet organe, qui a été créé en juillet, a entre autres pour tâche de proposer une procédure et un calendrier pour une Assemblée constituante, de soumettre ceux-ci au CNG pour approbation et d'aider le gouvernement en lui présentant

des avis et des recommandations touchant les affaires régionales et nationales, les projets d'ordre politique, social et économique, ainsi qu'en contribuant à la préparation des élections à venir.

69. Le 7 juin 1986, le Général Henri Namphy a annoncé un calendrier pour la période de transition et notamment la tenue, le 19 octobre 1986, d'élections pour une assemblée constituante qui serait chargée de rédiger une nouvelle constitution, d'élections rurales et municipales en juillet 1987 et d'élections présidentielles et législatives en novembre 1987. Le Président élu devrait prendre ses fonctions en février 1988.

70. En attendant la nouvelle constitution, les codes juridiques garantissent la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'Etat d'Haïti est partie à la Convention américaine des droits de l'homme et à certaines conventions de l'OIT. Il est aussi membre de l'Organisation des Nations Unies et se trouve dans cette mesure lié par les dispositions de la Charte des Nations Unies relatives aux droits de l'homme, qui ont été interprétées et amplifiées par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Toutefois, il n'est encore partie ni au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ni au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Protocole facultatif s'y rapportant.

71. Haïti a vécu un cauchemar et sa population, soudain libre, a de grands espoirs. Il est naturel qu'elle soit impatiente, mais la tâche à laquelle est confronté le gouvernement provisoire n'est pas simple. Il y aura beaucoup à faire pour modifier la structure politique, économique et sociale d'Haïti. On ne peut résoudre du jour au lendemain les problèmes qui se posent ni redresser en peu de temps une situation en soi difficile. Les espérances se heurtent à l'incapacité où se trouve le gouvernement provisoire de présenter des résultats concrets et cela débouche sur une mise en question de l'autorité et du processus de prise des décisions. Ces facteurs ne font que compliquer la situation du pays en cette période de transition.

Questions à régler

72. On ne saurait passer sous silence, dans un examen de la situation des droits de l'homme en Haïti, certains problèmes hérités de la structure juridique et institutionnelle. Lorsque, en 1979, elle entreprit d'examiner la situation, la Commission interaméricaine des droits de l'homme adopte certaines recommandations qui semblent avoir gardé toute leur pertinence. Il faudrait, recommandait-elle :

- qu'Haïti harmonise sa législation intérieure avec les dispositions de la Convention américaine des droits de l'homme à laquelle elle est partie (comme on l'a déjà indiqué, ce n'est pas encore le cas pour les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme);
- qu'elle prenne les mesures nécessaires pour améliorer la situation dans les prisons;
- qu'elle prenne les mesures qui peuvent s'avérer nécessaires pour réduire les inégalités, obstacle à la jouissance des droits de l'homme;

- qu'elle permette à ses nationaux qui vivent à l'étranger à la suite de mesures d'expulsion prises par le gouvernement, ou pour toute autre raison, et qui souhaitent regagner leur pays d'y revenir sans restrictions ni conditions */.

73. De récentes études de la situation des droits de l'homme en Haïti sous le gouvernement précédent ont révélé que le pouvoir judiciaire n'était qu'en théorie indépendant de l'exécutif et que les affaires en attente étaient très nombreuses. Aussi le Ministre de la justice a-t-il présenté en septembre 1985 un projet de loi visant à résorber l'arriéré de cas auquel étaient exposés les tribunaux. On prévoyait entre autres de prolonger le calendrier annuel des tribunaux, d'allonger l'horaire quotidien de ceux-ci et de prendre des sanctions contre les juges qui ne menaient pas à bien les affaires dont ils étaient chargés ou contre les avocats qui ne prenaient pas vigoureusement la défense de leurs clients. A coup sûr, ces problèmes ne pouvaient se trouver résolus par un simple changement de gouvernement.

74. D'après le droit haïtien, toute autorité chargée d'opérer une arrestation est tenue de présenter à l'intéressé un mandat lui indiquant de quelle violation de la loi il est présumé coupable. Si l'on procède à une arrestation sans mandat, il faut que soit prise dans les 48 heures une décision judiciaire quant à la validité de la détention. Aux termes de la loi, tout suspect doit aussi être inculqué deux semaines au moins avant de comparaître en jugement. L'expérience montre toutefois que ce schéma n'a pas toujours été suivi. De même, alors que la loi dispose que le défendeur doit pouvoir consulter un avocat, il s'est produit des cas où le client n'a pu rencontrer son conseil qu'immédiatement avant le jugement. Il n'y a pas de système de caution, mais on peut, dans certains cas, être mis en "liberté provisoire". Il est certain qu'il faut étudier activement cette question.

75. Par ailleurs on a constaté, juste avant le changement de gouvernement, à quel point était mauvaise la situation dans les prisons d'Haïti. Les détenus pouvaient toutefois recevoir des visites, de la nourriture et des soins médicaux. Il faudrait aussi consacrer à cet aspect une attention soutenue.

76. Parmi les organisations de défense des droits de l'homme, il convient de citer la Commission nationale des droits de l'homme, créée en 1982 sous l'égide de l'Etat. Composée de neuf membres, elle devait enquêter sur les abus dénoncés par les citoyens à l'endroit du pouvoir; elle n'avait toutefois qu'une fonction consultative et n'intervenait pas dans les affaires "politiques". La Ligue haïtienne des droits de l'homme, fondée en 1979, est affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme. On mentionnera, entre autres organisations de création récente, le Centre oecuménique des droits de l'homme et le Centre de défense des libertés (CHADEL). Il semblerait tout indiqué de continuer à s'efforcer d'assurer l'indépendance des organisations nationales de défense des droits de l'homme.

*/ Organisation des Etats américains. Commission interaméricaine des droits de l'homme. Rapport sur la situation des droits de l'homme en Haïti (OEA/SER.L/V/II.46).

Situation actuelle

77. Les observateurs de la situation en Haïti se posent à juste titre les questions suivantes :

- 1) Le gouvernement améliore-t-il la situation des droits de l'homme en Haïti ?
- 2) Exécute-t-il le calendrier prévu pour l'établissement d'une nouvelle constitution qui promeuve des réformes véritablement démocratiques et garantisse le respect des principes fondamentaux de la démocratie ?
- 3) Met-il en place un cadre en vue de l'organisation d'élections libres et ouvertes, d'où sortirait un gouvernement civil démocratiquement élu, qui donneraient leur place à des partis et associations politiques libres et efficaces, ainsi qu'à des syndicats et à une presse libres ?
- 4) Coopère-t-il pleinement à la mise en œuvre en Haïti de programmes internationaux de développement, d'alimentation et d'aide économique diverse ?
- 5) Assure-t-il un système de comptabilité fiscale qui garantisse que toutes les ressources allouées pour le développement d'Haïti soient utilisées de la manière la plus efficace et la plus rentable ?
- 6) Continue-t-il à enquêter sur les violations des droits de l'homme et la corruption sous le gouvernement Duvalier et poursuit-il, dans le respect de la légalité, ceux qui se seraient rendus coupables à cet égard ?
- 7) Veille-t-il au maintien d'un système judiciaire libre et indépendant ?
- 8) Restreint-t-il les forces armées haïtiennes en tenant compte des objectifs visés : passage à la démocratie, primauté du droit, gouvernement constitutionnel élu ?
- 9) Les forces armées haïtiennes se sont-elles publiquement engagées à respecter les normes internationales en matière de droits de l'homme et ont-elles adopté un code de conduite de nature à garantir le respect de ces normes ?
- 10) Le gouvernement fait-il de sérieux efforts pour empêcher les forces armées haïtiennes de violer les droits de l'homme et de tomber dans la corruption ? A cet effet, veille-t-il à ce que les militaires coupables soient révoqués et poursuivis, avec les garanties prévues par la loi ?
- 11) Le gouvernement s'emploie-t-il à assurer la liberté de parole et de réunion ?

- 12) Enquête-t-il sur les massacres de civils non armés aux Gonaïves, à Martissant et à Fort Dimanche ? Poursuit-il, dans le respect de la légalité, les responsables de ces meurtres et veille-t-il à empêcher de tels agissements à l'avenir ?
- 13) Dispense-t-il aux forces armées haïtiennes l'éducation et la formation indispensables dans une démocratie pour que l'armée agisse dans le respect des droits de l'homme internationalement reconnus ?
- 14) Prend-il des mesures pour désarmer, comme il l'avait annoncé, ceux qui faisaient partie des VSN ?

78. C'est attentif aux questions qui précèdent que le représentant spécial a étudié la situation des droits de l'homme en Haïti, à l'heure actuelle.

1. Maintien de l'ordre public

79. Le représentant spécial a constaté que l'une des questions qui continuait d'inquiéter la Commission interaméricaine des droits de l'homme était l'impuissance où elle voyait le CNG à désarmer les VSN. La Commission a indiqué dans son dernier rapport annuel que l'incapacité où se trouvaient les autorités d'empêcher d'anciens tontons-macoutes de se livrer à des abus était source de préoccupation. La Commission avait aussi appris qu'au cours de manifestations et autres démonstrations de ce genre, les forces de sécurité avaient tiré sur des gens dont les intentions étaient pacifiques, faisant des blessés et des morts et que, malgré les nombreux appels lancés, ces agissements n'avaient pas fait pour l'essentiel l'objet d'enquêtes.

80. La Commission a aussi noté avec inquiétude que rares étaient ceux qui avaient été mis en jugement pour des meurtres commis depuis le 7 février 1986. Elle a appris que les actes imputés aux forces de sécurité n'avaient pas fait l'objet d'enquêtes systématiques. Des organisations internationales de défense des droits de l'homme se sont plaintes de ce que, de manière générale, on n'ait pas engagé d'enquêtes ou de poursuites contre les coupables de violations flagrantes des droits de l'homme.

81. Lors de la visite du représentant spécial en Haïti, des heurts se sont produits dans la région des Gonaïves, productrice de riz. Pendant les mois précédents, du riz avait été introduit en contrebande de l'étranger et il se vendait au-dessous des cours du riz local, ce qui avait des conséquences fâcheuses pour les producteurs des environs des Gonaïves. Ceux-ci avaient dressé des barrages sur les routes pour fouiller les véhicules soupçonnés de transporter du riz de contrebande et il en était résulté des affrontements entre les deux groupes, qui avaient fait de nombreuses victimes.

82. Des ministres ont parlé au représentant spécial des troubles survenus aux Gonaïves. Ils ont expliqué, à propos de l'importation de riz de contrebande, que la pénurie alimentaire qui avait suivi le renversement du régime Duvalier avait rendu ardue la tâche des autorités concernant la lutte contre une contrebande à vaste échelle et que, la côte haïtienne étant très longue, il avait été difficile d'intercepter les nombreuses petites embarcations chargées de riz en provenance de Miami, ville toute proche. L'armée avait répuqué à

employer la force, espérant que l'affaire s'arrangerait avec le temps. L'attitude du gouvernement face aux événements des Gonaïves était une preuve supplémentaire de la nécessité de créer une police indépendante de l'armée.

83. Au moment de la visite du représentant spécial en Haïti, on était aussi inquiet sur le sort d'un certain Charlot Jacquelin, qui avait "disparu" plusieurs semaines auparavant et n'avait toujours pas été retrouvé. Le représentant spécial, qui savait que le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires suivant le cas, a profité de son passage pour s'informer à ce sujet. Le Ministre de l'intérieur lui a assuré que le gouvernement, qui n'était pour rien dans cette disparition, n'avait aucune trace de l'arrestation de M. Jacquelin et que les forces de l'ordre poursuivaient leur enquête.

84. L'attention du représentant spécial a été également appelée sur le sort de Vladimir David, âgé de 18 ans, qui avait apparemment les nationalités haïtienne et canadienne et avait disparu le 7 novembre 1986. Un appel signé par la mère de M. David et contresigné par 21 organisations haïtiennes, dont plusieurs de défense des droits de l'homme, a été transmis au représentant spécial. Il y était dit que des témoins avaient vu M. David quitter la manifestation du 7 novembre. Toujours selon des témoins, il avait été arrêté entre l'Ecole Coeur de Jésus et le monument au "Marron inconnu", par des hommes que leur uniforme bleu désignait comme des membres de la police. On ne l'avait plus revu. Les demandes adressées à la police par la mère du jeune homme et par de nombreuses organisations pour savoir où se trouve M. David sont restées sans réponse.

85. L'Ambassadeur du Canada en Haïti s'est lui aussi enquis du sort de M. David auprès de responsables de la police et du Ministre de l'intérieur, qui lui a fait savoir, le 11 décembre 1986, qu'il n'y avait aucune trace de l'arrestation de M. David et que la police ne savait pas où il se trouvait.

86. Au cours de son bref séjour en Haïti, le représentant spécial n'a pu établir avec précision quelles étaient les responsabilités des autorités locales dans les cas de meurtres ou de disparitions susmentionnés. Vu le mépris des règles fondamentales du droit affiché par le pouvoir dans le passé et la pratique des arrestations arbitraires, il semblerait logique de conclure que les agissements constatés sont le fait de particuliers et qu'ils ne sont pas nécessairement cautionnés par les autorités. Quoi qu'il en soit, celles-ci ont inculpé et traduit en jugement un sergent de police qui avait tué un camionneur. Le coupable a été condamné à 18 ans de prison et privé de ses droits civils. Sous le régime Duvalier, on se serait peut-être borné à le réprimander.

2. Situation actuelle des droits de l'homme en général

87. Haïti a connu près de 30 ans d'une dictature brutale et cupide. Sa population illettrée a été exposée à une pauvreté à grande échelle, à l'abandon et à la misère. Sous Duvalier, c'étaient les VSN, dont le nombre se situait entre 250 000 et 300 000 d'après les chiffres présentés au représentant spécial, qui assuraient le maintien de l'ordre. La défense du pays était confiée aux forces armées, qui comptaient entre 7 000 et 8 000 hommes. Avec la fin de la dictature et la suppression des VSN, l'armée est devenue la seule institution chargée d'assurer l'ordre public, d'acheminer

le pays vers des élections démocratiques et de jeter les bases d'un système de nature à assurer le respect des droits de l'homme. La plupart des dirigeants et dignitaires que le représentant spécial a rencontrés en Haïti reconnaissent la bonne foi du général Namphy, qui est à la tête de l'Etat et de l'armée. Celle-ci, avec ses quelque 1 000 soldats seulement formés à des tâches policières, dispose d'effectifs bien modestes, il faut le dire, pour s'acquitter des tâches auxquelles elle est confrontée. En outre, dans les grades inférieurs, elle compte beaucoup d'illettrés. Le représentant spécial a entendu bon nombre de plaintes à propos de l'inconduite de membres des forces armées. On lui a parlé d'arrestations sans mandat, de l'intimidation de citoyens par des soldats, en particulier dans les zones rurales, de mauvais traitements infligés en cours de détention, de la disparition de deux personnes et de tortures. Vu la nature des forces armées et leur nombre réduit, leur manque d'expérience en ce qui concerne le maintien de l'ordre et le rôle qu'elles ont joué dans le passé au sein de la société haïtienne, il semblerait que bien des incidents relatés traduisent moins une politique qu'un comportement inepte et un manque de discipline. Face à la situation qu'on vient d'exposer, le gouvernement devra améliorer la formation de l'armée, pour mieux inculquer à ses membres le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Haïti a besoin avant tout d'une police bien formée et plus efficace et le représentant spécial a eu la satisfaction d'apprendre que le gouvernement s'était adressé à des pays étrangers pour assurer la formation de la police et de l'armée.

3. Processus de transition

88. Dans un message pastoral du 11 avril 1986, l'évêque d'Haïti parlant des aspirations de la population a déclaré ce qui suit :

"L'élaboration d'une constitution, d'une loi électorale, d'une loi concernant les partis politiques exige la participation du peuple. La Constitution et les lois doivent être approuvées avant d'être officiellement adoptées. Cela suppose que le texte en soit rédigé simplement dans une langue accessible au peuple. La population doit prendre une part active à la désignation de ses dirigeants, au niveau des cantons, des communes, des départements, des régions et de la nation. Elle doit aussi pouvoir librement choisir les chefs de sa police rurale, ses maires, ses représentants, ses sénateurs et son Président."

89. En ce qui concerne la conduite des élections, il a été dit qu'il fallait lancer d'urgence dans le pays une campagne d'éducation publique et de débats propres à mettre la population à même d'exercer véritablement ses droits. On notera à cet égard que le taux de participation aux élections pour une assemblée constituante chargée d'élaborer une nouvelle constitution a été très faible : moins de 5 %.

90. Des membres du CNG ont donné au représentant spécial l'assurance que le gouvernement était fermement déterminé à accomplir ce à quoi il s'était engagé : mettre le pays sur la voie de la démocratie et du respect des droits de l'homme. Ils ont fait valoir que plusieurs mesures positives avaient été prises, dont les suivantes : instauration de la liberté totale d'expression, de réunion et de grève; libération de tous les prisonniers politiques; octroi aux exilés du droit de regagner leur pays; poursuite des coupables de

violations des droits de l'homme; abolition de lois répressives et adoption de décrets comme ceux visant les partis politiques et la presse; signature de nouvelles conventions internationales, telle la Convention interaméricaine contre la torture. Ils ont aussi parlé des mesures adoptées pour améliorer l'administration de la justice, enquêter sur les abus de pouvoir et inculquer à l'armée les règles de la démocratie. A cet égard, des séminaires ont été organisés et il a été demandé à des pays comme la France et le Canada d'assurer la formation des forces armées. En ce qui concerne les enquêtes, on a dit au représentant spécial qu'une des difficultés auxquelles se heurtait le gouvernement venait du fait que les Haïtiens étaient souvent peu disposés à témoigner. La raison en était ce qu'ils avaient connu sous le gouvernement précédent.

91. Les difficultés rencontrées pour amener des réformes en cette période de transition ont elles aussi été exposées. Ainsi, la population demandait à cor et à cri la "déduvaliérisation" du gouvernement et, en particulier, du corps diplomatique. On s'était efforcé de se défaire de ceux à qui l'on reprochait leur association au régime Duvalier, mais il était impossible d'éliminer tous ceux qui avaient servi ce régime sans paralyser le gouvernement. Il était indispensable aussi d'assurer la continuité dans le service diplomatique. Bon nombre de fonctionnaires y étaient entrés par examen et y avaient été promus sur la base de leurs qualifications. Par ailleurs, la révocation en masse des diplomates en poste à l'étranger et leur remplacement étaient des opérations coûteuses que l'Etat ne pouvait entreprendre pour l'instant.

92. Plusieurs ministres ont évoqué un problème particulier : certains leaders et groupes politiques refusaient de jouer un rôle constructif dans le processus d'organisation et de débat politiques et, en ce faisant, n'aidaient pas le CNG à consolider la stabilité dans le pays. Il fallait toutefois noter que, pendant le séjour du représentant spécial en Haïti, le porte-parole de dix partis politiques avait proposé au CNG la création d'un Conseil électoral permanent (CEP) en vue de la préparation des élections et que le Conseil avait promis de répondre sans tarder à la demande qui lui avait été faite.

93. D'après des ministres, certains dirigeants politiques s'estimeraient autorisés plus que d'autres à prendre les rênes du pouvoir, sous prétexte qu'ils avaient lutté activement contre le régime Duvalier. D'autre part, pour servir des intérêts étroits, certains leaders et groupes politiques se livraient à l'agitation et fomentaient des troubles. Parfois, ils provoquaient délibérément l'armée, pour qu'en réagissant elle mette le gouvernement dans l'embarras. C'est ce qui s'était produit le 26 avril 1986, à Fort Dimanche. Des agitateurs avaient poussé un groupe de manifestants à pénétrer dans le fort, qui sert de dépôt d'armes. L'armée avait dû repousser les indésirables. Plusieurs d'entre eux avaient été tués par balles, d'autres blessés et trois électrocutés par un câble électrique qui s'était rompu.

94. Des membres du CNG ont fait valoir que, pour éloigner toute crainte qu'ils se maintiennent au pouvoir au-delà de deux ans, ils s'étaient ouvertement et publiquement disqualifiés de la candidature à la présidence. Par ailleurs, le CNG avait supprimé les VSN, sans avoir jamais pu toutefois se procurer la liste intégrale de ses membres, ni en saisir les armes. Il était bien décidé à agir dans le cadre de la loi et à créer les bases d'élections libres. Il fallait toutefois tenir compte du fait qu'hormis de brèves périodes

antérieures au régime Duvalier, le pays n'avait jamais eu d'élections en bonne et due forme. Le peuple haïtien n'avait jamais participé à des élections. Les partis politiques n'avaient pu s'organiser. La presse n'était pas libre et n'avait donc pas appris à s'acquitter de la tâche qui lui incombait d'informer objectivement. Soudain dotée de la liberté d'action et d'expression, elle tombait parfois dans l'irresponsabilité.

95. Les membres du gouvernement, qui ont reconnu que la participation aux élections pour l'Assemblée constituante avait été maigre, ont expliqué que l'opération avait eu son utilité. Elle avait en effet servi de galop d'essai pour éduquer le peuple en vue du choix de représentants autres que le Président. Pour leur compte, les partis politiques n'avaient joué qu'un rôle mineur dans ces élections. C'est qu'ils n'avaient pas vu grand intérêt à participer à une campagne ayant pour objectif l'élection de personnes dont le mandat durerait 60 jours. Ils avaient rechigné à investir le temps, l'argent et l'effort nécessaires; ce faisant, ils avaient négligé la valeur éducative de ce scrutin pour la population et, en tant que groupe de gens instruits, ils avaient manqué à leur devoir.

96. Les membres du gouvernement, qui ont reconnu l'importance des tâches de préparation, d'éducation et d'information, ont fait valoir qu'ils ne pouvaient s'en acquitter tout seuls. En débattant des problèmes, les partis politiques pouvaient aussi faire beaucoup pour éduquer le public. Ce rôle important, ils ne l'avaient pas joué jusqu'ici et dix mois avaient été perdus.

97. Les membres du gouvernement ont émis à diverses reprises le vœu que l'opinion internationale fasse preuve de plus de compréhension pour le processus ardu et complexe qui se déroulait en Haïti. Ils ont réaffirmé leur désir et leur détermination de céder le pouvoir au terme de deux années à un gouvernement élu et d'établir entre-temps les bases et infrastructures que nécessitaient les élections de 1987 et 1988.

98. Les membres du gouvernement ont reconnu que, bien qu'il ait pris de nombreuses mesures positives, le CNG avait négligé d'en faire suffisamment état. Comme l'a dit un ministre, ce n'était pas là un gouvernement de politiciens, mais plutôt de militaires assurant l'intérim et qui ne comprenaient pas toujours qu'il fallait s'expliquer. Le CNG avait des tâches à accomplir dans des délais bien précis et dès qu'il s'en serait acquitté, il céderait le pouvoir.

99. Un ministre a déclaré non sans vigueur que "jamais, dans son histoire, Haïti n'avait eu de gouvernement aussi libéral que celui-ci". Il appelait l'attention sur le fait que le degré de liberté de parole et d'expression était sans précédent. Les gens étaient libres de s'en prendre même à la réputation du chef de l'Etat et des ministres. Ils étaient libres de faire toutes sortes de déclarations, à tel point que sans être inquiétés ni craindre de représailles, certains avaient appelé à renverser le gouvernement par la force. Le gouvernement était en droit de faire arrêter ceux qui se livraient à des déclarations aussi séditeuses, mais il faisait preuve de tolérance, vu la privation du droit à la liberté d'expression sous le régime précédent, où le bras de la répression aurait étouffé, voire éliminé physiquement ceux qui tenaient de tels propos. Cette époque était révolue.

100. D'autres personnes dignes de foi ont reconnu qu'il régnait de toute évidence en Haïti un climat d'ouverture. Il se manifestait par la liberté de parole et de la presse, d'entrer librement dans le pays et aussi d'en sortir. La présence et la crainte des tontons-macoutes ne se faisaient plus sentir.

4. Loi relative aux partis politiques

101. Selon certains commentateurs, le décret relatif aux partis politiques adopté en juillet 1986 serait une version remaniée de la loi restrictive sur les partis politiques qu'avait adoptée le gouvernement Duvalier, en 1985. Il laisserait au ministre de la justice le pouvoir arbitraire de décider de l'existence des partis politiques. Le décret dispose que, pour être légalement reconnu, un parti doit fournir le nom et l'adresse de quelque 5 000 adhérents (il en fallait au minimum 18 000 sous le régime Duvalier, se répartissant entre les 9 départements géographiques que compte le pays). Tout parti identifié avec une religion ou un syndicat particulier est automatiquement disqualifié.

102. Le représentant spécial a fait part des préoccupations que suscitait le décret à des membres du gouvernement, qui ont déclaré que celui-ci avait au départ proposé un chiffre de 2 000 adhérents. C'est à la demande d'un certain nombre de dirigeants politiques de premier plan que le minimum avait été relevé à 5 000. Le gouvernement, qui avait accédé à cette demande, était maintenant critiqué par des partis marginaux qui l'accusaient de les avoir éliminés sous prétexte qu'ils ne regroupaient pas assez d'adhérents.

5. Décret relatif à la presse

103. Le 3 août, le CNG a annoncé l'adoption d'un nouveau décret sur la presse, qui est entré en vigueur le 6 octobre 1986. Ce texte est critiqué pour les motifs exposés ci-après, bien qu'il ait supprimé certaines dispositions antérieures, comme celles ayant trait aux "délits commis contre le chef de l'Etat et son épouse" et aux délits portant atteinte à "l'intégrité de la culture populaire" (auparavant punissables d'un à trois ans de prison) et qu'il dispose que les publications n'ont plus à être soumises au ministère de l'intérieur 72 heures avant leur parution.

104. Aux termes de l'article 1, sont englobées dans la catégorie de la presse - comme elles l'étaient dans le cadre de la loi sur la presse de 1980 - les librairies et les imprimeries. En cas de violation de la loi, elles sont tout aussi responsables que les journaux et revues, bien qu'elles puissent n'être liées à ces publications que par un accord financier et ne rien avoir à dire quant à leur contenu. L'inclusion des librairies et imprimeries dans la catégorie de la presse revient à imposer des responsabilités aux libraires et aux imprimeurs, alors que ceux-ci n'ont aucun moyen pratique d'exercer un contrôle sur la teneur des livres ou des revues.

105. D'autres préoccupations, dont les suivantes, ont été évoquées à propos du décret sur la presse :

1. Les journalistes doivent demander un permis, renouvelable chaque année, auprès du ministère de l'information;

2. Tout demandeur de permis doit présenter un titre universitaire ou un diplôme d'études secondaires et une carte de journaliste lui ayant été délivrée par un organe de presse officiellement reconnu;
3. Sont punissables tous propos ou publications susceptibles de "porter atteinte à la morale ou à l'ordre publics";
4. Le "droit de réponse" aux diffamations prétendument commises par la presse est si large qu'il peut conduire à des harcèlements et à une restriction de la liberté de la presse. Aux termes du décret, le gouvernement peut fermer un journal qui ne ferait pas place dans ses colonnes à la réponse d'une personne s'estimant victime de propos diffamatoires.
5. Les présentateurs de la radio et de la télévision doivent divulguer sur les ondes leurs sources d'information.

106. Répondant aux critiques d'une organisation internationale de journaliste, le ministre de l'information a déclaré que les dispositions du décret relatives à l'enregistrement ne limitaient pas la liberté de la presse et qu'il s'agissait là seulement d'une mesure administrative tendant à établir l'identité professionnelle des journalistes. Se référant à la section concernant le respect de la morale et de l'ordre publics, il a dit qu'il existait une disposition similaire dans la Convention américaine des droits de l'homme (article 13, paragraphe 2). Quant à la clause sur la diffamation, elle ne faisait que reprendre le texte de la loi précédente. D'après le ministre, c'étaient les organisations de presse haïtiennes elles-mêmes, telle la Société haïtienne de journalistes, qui avaient proposé des critères minimaux en matière d'instruction. Pour ce qui est de l'obligation de divulguer la source de l'information, le droit haïtien garantissait déjà la protection du secret professionnel et le nouveau décret faisait obligation aux journalistes de la radio et de la télévision de mentionner la source des nouvelles qu'ils diffusaient.

107. Le Ministre a expliqué dans quel esprit le décret avait été promulgué. Il a insisté sur le fait que le gouvernement était décidé à faire tout son possible pour garantir, dans le présent et à l'avenir, le respect des droits du citoyen. Quant au respect des droits de l'homme en général, il prenait des mesures pour que, aussi bien aujourd'hui qu'à l'avenir, les gouvernements s'acquittent de leurs obligations nationales et internationales. Le gouvernement actuel avait l'intention de ratifier toutes les conventions internationales relatives aux droits de l'homme, de manière à lier aussi les gouvernements futurs.

108. A propos de la liberté d'expression, le gouvernement estimait qu'après la chute du régime Duvalier il convenait de rappeler aux médias non seulement leurs droits mais aussi les obligations dans l'exercice d'un droit nouvellement acquis. Il souhaitait aussi relever le niveau du journalisme dans le pays; il octroyait à cette fin des bourses et organisait des séminaires à l'intention des journalistes. C'est avec ces objectifs à l'esprit qu'il avait établi des règles sur la qualification.

6. Le pouvoir judiciaire

109. A l'heure actuelle, où Haïti met sur pied de nouvelles institutions démocratiques et consolide le respect des droits de l'homme et de la loi, l'indépendance des tribunaux est une condition sine qua non de la démocratisation. Il ne peut y avoir en Haïti de système judiciaire au sens propre du terme que si le pouvoir judiciaire est véritablement indépendant et impartial. Il faut pour cela qu'il soit tout à fait indépendant de l'exécutif. On notera à ce propos que la Commission interaméricaine des droits de l'homme a tout particulièrement préconisé une "réforme du judiciaire en Haïti".

110. Le Ministre de la justice a expliqué au représentant spécial que, pour l'essentiel, le système juridique haïtien reposait sur la tradition française en la matière et qu'il n'y avait pas à le modifier. Ce n'était pas le système qui posait des problèmes, mais certains de ceux qui appliquaient la loi. Pour remédier à cet état de choses, le Ministre s'était rendu dans différentes parties du pays et il avait parlé aux juges de l'importance de leur rôle ainsi que de l'indépendance dont ils jouissaient désormais. Le gouvernement avait organisé des séminaires sur l'administration de la justice et projetait de les étendre à l'ensemble du pays. Le Ministre a aussi dit avoir donné des conférences de presse hebdomadaires pour mettre en relief les efforts concertés qui étaient faits pour améliorer l'administration de la justice. Il avait créé de nouveaux tribunaux, civils et criminels, demandé à des pays comme la France et le Canada de l'aider à organiser des séminaires sur l'administration de la justice et la formation du personnel judiciaire, créé de nouvelles facultés de droit pour remédier à la pénurie de juristes. La formation d'hommes de loi et la préparation des juges étaient des domaines où il faudrait déployer beaucoup d'efforts. A cet égard, l'aide de la communauté internationale pourrait être précieuse.

7. Droits syndicaux

111. D'après la Confédération internationale des syndicats libres (Télex NR 31/86 du 15 octobre 1986), l'Etat montrerait peu d'empressement face à un effort indépendant d'organisation des syndicats. On a pu lire ce qui suit, à propos des conditions de travail en Haïti :

"La Confédération internationale des syndicats libres vient d'apprendre que le nouveau Gouvernement d'Haïti a pris des mesures contre les syndicats. Au moins trois leaders syndicalistes auraient été révoqués pour leurs activités et certaines usines continueraient à refuser de négocier avec les représentants élus des syndicats. Une série d'actes d'intimidation auraient été commis contre des gens qui essayaient d'organiser les travailleurs. L'organisation régionale de la Confédération pour les Amériques est intervenue auprès des autorités, indiquant que si elle appuyait fermement le processus de démocratisation en Haïti, elle n'en estimait pas moins qu'il ne devait pas porter atteinte aux travailleurs. Elle avait lancé une campagne d'information de l'opinion publique internationale sur la situation dans ce pays."

112. Dans le domaine des droits syndicaux, il convient de noter qu'Haïti est partie à la Convention No 87 de l'OIT relative à la liberté d'association, et à la Convention No 98 sur le droit aux négociations collectives. Haïti est donc tenue, au regard du droit international, à respecter ces deux conventions. Si la législation nationale tenait compte en partie des obligations juridiques internationales qui incombait au pays, celui-ci ne s'était pas acquitté de ses obligations sous le régime Duvalier. Il n'y avait guère de contrôle sur les contrats de travail; les inspecteurs du travail ne s'acquittaient pas des responsabilités que leur conférait la loi et ce, parfois, avec la complicité tacite ou active du gouvernement. Il en était résulté une situation de fait qu'il convenait de corriger. Il est donc suggéré, en tant que première mesure visant à redresser la situation et à établir en Haïti les droits et libertés des syndicats, de sensibiliser les employeurs et les salariés aux exigences de la législation du travail en vigueur et aux obligations incombant à l'Etat aux termes des conventions de l'OIT. Il faut que l'Etat rappelle aux citoyens qu'il est déterminé à faire en sorte que les obligations internationales d'Haïti en vertu des Conventions 87 et 98 de l'OIT et de la législation du travail nationale soient respectées, faute de quoi des sanctions légales seront prises.

113. Dans le cadre des efforts qu'il déploie pour remplir ses engagements internationaux, le gouvernement voudra peut-être envisager de mettre à jour le Code du travail. L'OIT et des organisations syndicalistes nationales et internationales pourraient lui prêter leur concours à cet effet et, si on les y invitait, fournir au gouvernement des avis ou une assistance technique, selon les besoins.

8. Retour des Haïtiens résidant à l'étranger

114. On a critiqué la disposition qui voulait que les Haïtiens hors du pays depuis plus de 90 jours demandent un visa d'entrée et on s'est plaint de ce que le gouvernement n'avait pas clairement défini le statut des Haïtiens vivant à l'étranger. Pour les réfugiés et les exilés qui souhaitaient regagner leur pays, il s'agissait d'une préoccupation majeure. Le représentant spécial a reçu du gouvernement des assurances (confirmées par des observateurs indépendants) que tous les nationaux d'Haïti étaient libres de regagner l'île. Le 24 septembre 1986, le gouvernement a lancé un appel à tous les Haïtiens de l'étranger, en particulier à ceux qui exerçaient des professions libérales ou des métiers manuels, ainsi qu'aux enseignants, pour qu'ils reviennent dans leur pays afin de lui apporter leur concours en cette période de reconstruction et de réconciliation.

Chapitre IV

Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

115. Ainsi qu'il a été signalé dans l'introduction au présent rapport, la Commission des droits de l'homme examine depuis un certain temps la question de la fourniture au Gouvernement haïtien de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Par décision du 13 mars 1986, la Commission a prié le représentant spécial d'étudier avec le Gouvernement haïtien toute assistance qui pourrait être apportée dans le cadre du programme de services consultatifs en matière de droits de l'homme. Comme indiqué ci-dessus, les discussions qui ont eu lieu avec le Gouvernement haïtien à ce sujet ont été axées sur la mise en place en Haïti d'une bibliothèque de référence sur les droits de l'homme ainsi que sur l'octroi de bourses et l'organisation de séminaires et de cours de formation dans le domaine des droits de l'homme. De l'avis du représentant spécial, il y aurait lieu d'exécuter ces projets dès que possible. Ainsi que l'ont souligné les dirigeants d'organisations haïtiennes des droits de l'homme, il conviendrait d'organiser en Haïti des cours de formation avec la participation active des ONG haïtiennes compétentes en la matière. Il faudrait d'autre part accorder des bourses dans le domaine des droits de l'homme eu égard aux besoins desdites ONG haïtiennes.

116. Haïti présente des problèmes spéciaux à l'égard des services consultatifs et du Programme d'assistance technique en matière de droits de l'homme de l'ONU. Le pays traverse une période de transition politique entre une dictature et la démocratie. Il se heurte à de graves problèmes économiques et sociaux. Pour faire face à ces difficultés, des programmes d'assistance d'urgence ont été lancés sous la direction personnelle du Secrétaire général de l'ONU. Les projets définis jusqu'à présent par le gouvernement et les organismes internationaux ont essentiellement visé le secteur du développement et n'ont accordé aux questions relatives aux droits de l'homme qu'une priorité secondaire.

117. Compte tenu de cette situation, il se pose la question de savoir quel pourrait être l'objectif du programme des Nations Unies relatif aux droits de l'homme. S'agissant d'aider le Gouvernement et le peuple haïtiens à poursuivre leur processus de démocratisation ainsi qu'à établir des bases constitutionnelles, législatives, judiciaires, administratives et éducatives pour créer en Haïti un système national efficace des droits de l'homme, il conviendrait d'accorder la priorité à l'assistance aux secteurs de l'enseignement, de la formation et de la diffusion. Il est donc suggéré d'envisager des discussions entre le gouvernement, le PNUD et le Centre pour les droits de l'homme en vue de mettre en place des programmes de formation spécialisés et de donner une instruction en matière de droits de l'homme aux membres de la police et des forces armées ainsi qu'au personnel pénitentiaire. De tels programmes pourraient être organisés en Haïti ou au sein d'organismes spécialisés à l'étranger. Le gouvernement, le PNUD et le Centre pour les droits de l'homme pourraient tenir des discussions sur la question de savoir comment aider ces programmes de formation sur le plan financier et technique. Le Gouvernement haïtien et l'ONU pourraient contacter certains pays susceptibles d'appuyer ces programmes.

118. Etant donné l'ampleur de la tâche à effectuer pour assurer un processus continu et à long terme tendant à garantir les droits de l'homme en Haïti, il pourrait être utile d'étudier la possibilité de désigner un spécialiste des droits de l'homme parmi le personnel du bureau du PNUD à Port-au-Prince en vue de faciliter le dialogue, avec les diverses autorités haïtiennes, afin de pouvoir intégrer les projets relatifs aux droits de l'homme dans les programmes de développement d'ensemble. Des consultations supplémentaires pourraient avoir lieu entre le Gouvernement haïtien et l'ONU à ce sujet.

119. Au cours d'une période où le Gouvernement et le peuple haïtiens se sont attachés aux principes de la démocratie et du respect des droits de l'homme, il importe que la population ait conscience de ses droits fondamentaux et qu'on lui fournisse à cet effet des informations dans un langage et sous une forme qu'elle soit en mesure de comprendre. Le gouvernement pourrait s'efforcer de diffuser la Déclaration universelle des droits de l'homme avec l'aide, à sa demande, de l'ONU. A titre de premières mesures à cet égard, il semblerait que l'on pourrait effectuer une traduction officielle de la Déclaration universelle en créole, présenter cet instrument sous forme simplifiée et en assurer une large diffusion dans le pays tout entier.

120. La ratification par Haïti des pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme serait une démarche de nature à appuyer les efforts déployés dans ce secteur. Aussi faudrait-il encourager le gouvernement et lui apporter un concours pour qu'il ratifie les deux pactes ainsi que la convention contre la torture.

Conclusions

121. Dans le présent rapport, le représentant spécial a formulé certaines observations sur diverses questions touchant la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que des droits civils et politiques. Ce faisant, le représentant spécial a tenu particulièrement compte de la complexité des problèmes auxquels se heurte Haïti ainsi que du fait que l'avenir des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans ce pays dépend dans une très grande mesure des solutions qui seront apportées à ses problèmes économiques et sociaux endémiques. Le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Haïti appellera un engagement résolu et concerté de la part de tous les groupes de la société haïtienne. Selon le représentant spécial, le Gouvernement haïtien pourrait utilement accorder une attention particulière aux suggestions suivantes :

1. La nouvelle Constitution qu'examinait l'Assemblée constituante au moment de l'élaboration du présent rapport devrait contenir, dans le domaine des droits de l'homme, des garanties correspondant à celles prévues dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. On pourrait, à cet égard, inviter les organisations des droits de l'homme à faire part de leurs réflexions au gouvernement.
2. Il conviendrait, avant de réaliser des élections législatives, de promulguer assez à l'avance une législation en matière électorale de façon à assurer autant que possible le respect des vœux démocratiquement exprimés par la population.
3. On pourrait inviter des observateurs internationaux aux élections législatives et présidentielles prévues.
4. Etant donné que le gouvernement a exprimé son intention de renforcer le pouvoir judiciaire, il y aurait lieu d'encourager et d'appuyer des séminaires sur l'administration de la justice et la formation du personnel judiciaire, tout en dispensant l'enseignement juridique nécessaire pour former plus d'hommes de loi.
5. Il conviendrait d'enquêter dans toute la mesure du possible sur les violations flagrantes commises dans le passé par les VSN et les membres des forces armées, de la police et des services de sécurité. A des fins d'apaisement, il pourrait être utile de créer un groupe de personnalités haïtiennes chargées de rendre compte des plus graves violations des droits de l'homme perpétrées en Haïti en vue de tirer des leçons pour l'avenir.
6. Il y a lieu d'améliorer encore le traitement des prisonniers et des détenus en Haïti. Le Service de prévention du crime du Centre des Nations Unies pour le développement social et les affaires humanitaires pourrait fournir ses services et ses conseils, à la demande du gouvernement.

7. En matière de droit syndical, le gouvernement devrait encourager les syndicats et les organisations d'employeurs à entamer un dialogue constructif.
8. Une commission des droits de l'homme indépendante et forte en Haïti pourrait être très utile en vue de favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

122. Quant à la fourniture de services consultatifs au Gouvernement haïtien dans le domaine des droits de l'homme par l'ONU, on pourrait s'attacher dans l'immédiat à :

- a) Accorder, en 1987, trois bourses au moins des Nations Unies à des ressortissants haïtiens dans les domaines suivants : droits de l'homme dans l'administration de la justice; rôle des membres de la police et du personnel de sécurité pour ce qui est d'assurer et de protéger les droits de l'homme; et droits de l'homme des prisonniers et des détenus.
- b) Organiser en Haïti, en 1987, un cours national de formation sur les droits de l'homme.

NOTES

- 1/ E/CN.4/R.81; E/CN.4/1983/R.4; E/CN.4/1984/R.3.
- 2/ E/CN.4/1986/34/Add.3.
- 3/ E/CN.4/1986/SR.42, par. 18.
- 4/ Ibid., par. 18.
- 5/ E/CN.4/1986/SR.42, par. 3.
- 6/ Ibid., par. 33
- 7/ Ibid., par. 35.
- 8/ Ibid., par. 14.
- 9/ Ibid., par. 24 et 25.
- 10/ Ibid., par. 11.
- 11/ Ibid., par. 15.
- 12/ Ibid., par. 20.
- 13/ Ibid., par. 37.
- 14/ E/CN.4/1986/SR.56, par. 6.
- 15/ E/CN.4/1986/SR.56, par. 12.
- 16/ Ibid., par. 16.
- 17/ E/CN.4/1986/SR.42, par. 2.
- 18/ E/CN.4/1986/SR.56, par. 55.